

Abonnement un an - 5 numéros

34 € (voie normale)

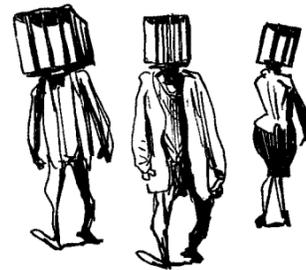
40 € (étranger et voie aérienne)

Abonnement de soutien : 80 €

Chèques ou virement à l'ordre de :

JUSTICE, Syndicat de la magistrature

BP 155 - 75523 Paris CEDEX 11



Directeur de la publication :

Evelyne Sire-Marin

Rédacteur en chef :

Pierre Jacquin

Comité de rédaction :

Jean-Claude Bouvier,

Aida Chouk, Anne Crenier,

Sonia Lumbroso, Alain Vogelweith

Dessins :

Jean-Claude Bouvier

Rédaction :

BP 155 - 75523 Paris Cedex 11

Tél. : 01 48 05 47 88

Fax : 01 47 00 16 05

E-mail : syndicat.magistrature@wanadoo.fr

site : syndicat-magistrature.org

N° Commission paritaire : 1567 D 73

Diffusé par : Diffusion populaire

21 ter, rue Voltaire - 75011 Paris

Tél. : 01 40 24 21 31

Impression : ISI

68-70, rue des Pyrénées

75020 Paris

Sommaire

■ **Editorial** 1

■ **Juges de proximité : une justice
approximative** 3

La création d'une justice de proximité est une promesse électorale de M. Chirac qui a été exécutée à la lettre par M. Perben dès le mois de juillet 2002. Cette institution est chargée de juger les petits litiges de la vie quotidienne qui ne sont, le plus souvent, pas soumis aux juridictions. Le problème est que la création de cette nouvelle juridiction apparaît comme un monstre juridique en même temps que comme la première étape de la suppression de l'actuelle justice d'instance, une justice très proche des citoyens... et sans doute trop proche.

« **Ubu loi** » 6

■ **PJJ : La protection de l'enfance
... en grand danger** 8

Un an à peine après la réforme de la justice pénale des mineurs, c'est à présent la justice civile des mineurs – la protection judiciaire de l'enfance en danger – qui est remise en cause. Il s'agit d'une remise en cause indirecte, et dont les prémices se sont mises en place dans la plus grande discrétion.

■ **Loi contre l'insécurité routière :
Tous surveillés... tous punis** 12

Lors de son intervention traditionnelle dans les médias le 14 juillet 2002, Jacques Chirac, fort de sa réélection avec plus de 82 % des voix aux fonctions de président de la République face au candidat du Front national, annonçait les trois priorités politiques de son quinquennat : la lutte contre le cancer, l'aide aux handicapés, la lutte contre l'insécurité routière...

■ **Nouvelle-Calédonie :
La justice à l'épreuve de l'histoire** 15

Dans le cadre d'une future accession à l'indépendance, les accords successifs de Matignon puis de Nouméa avaient tenté de répondre aux questions des rapports entre les différentes composantes du territoire et de la confiance du monde mélanésien dans les institutions, notamment judiciaire. L'introduction de la coutume dans la résolution des conflits et la mise sur pied de sections détachées en étaient la traduction. Or, depuis plusieurs mois, des divergences sont apparues entre la hiérarchie judiciaire, à Nouméa, et les magistrats du terrain...

*Sections détachées : La hiérarchie
judiciaire contre le législateur 17
L'accord de Nouméa, mythe ou réalité ? 19*

■ **De l'éthique au disciplinaire**
*L'éthique, instrument de pouvoir 15
Nice : une inspection à deux vitesses 15
La discipline, entre les mains de
l'autorité politique 15*

En mai dernier, le garde des Sceaux a annoncé la création d'une commission d'éthique aux fins de travailler sur « les capacités de l'institution judiciaire à prévenir d'éventuels comportements répréhensibles en son sein, ainsi que sur les solutions à y apporter ». Pourtant, comment le pouvoir pourrait-il se comporter différemment en matière d'éthique qu'en matière disciplinaire ? Et on voit bien l'utilisation très politique qu'il fait de l'arme disciplinaire, comme l'illustrent deux articles sur des décisions du CSM annulées par le Conseil d'Etat et sur le rapport de l'inspection des services judiciaires sur le tribunal de Nice rendu début 2002.

■ **Crocs/niques d'aners**
*Mineurs étrangers isolés : le fantasme de l'invasion 29
Greffiers rédacteurs : des OGM judiciaires 29
Dossiers individuels des magistrats : un petit pas
en avant pour la liberté syndicale 30
Réponse de Georges Apap à un article de Frédéric
Nguyen sur Bobigny 31
Le GISTI en péril 32*

■ **La marchandisation de la justice 33**

La justice est-elle une entreprise ? La loi est-elle une marchandise ? Ces questions semblent absurdes tant la justice paraît être le dernier rempart des pouvoirs régaliens de l'Etat et semble échapper aux lois du marché.

Mais il suffit de se pencher sur l'évolution de l'institution judiciaire depuis 20 ans, pour qu'apparaissent des signes forts d'interpénétration entre le champ juridictionnel et les valeurs de monde de l'entreprise.

■ **Notes de lectures 38**
■ **Repères 40**
■ **En bref... 43**

